



« Du charbon, pas de chômage », le slogan des mineurs en lutte, au siège du Syndicat des mineurs, à Barnsley (Royaume-Uni).

C. FURLONG/GETTY IMAGES

Goldthorpe (Yorkshire, Royaume-Uni)
Envoyé spécial

N'essayez pas de dire du bien de Margaret Thatcher au Rusty Dudley. Dans ce pub décrépi de Goldthorpe, un ancien village minier du Yorkshire, l'ancien premier ministre britannique est le diable incarné. « Elle a tué cette communauté et son avenir », éructe Lin, le visage parcheminé. « Impossible de lui pardonner. Ça fait vingt ans que je n'ai pas eu d'emploi », ajoute Graham. A 64 ans, cet ancien mineur ne s'est jamais remis de la fermeture des exploitations de charbon.

Il y a exactement trente ans, le 12 mars 1984, le Syndicat national des mineurs (National Union of Mineworkers, NUM) lançait une grande grève nationale, pour protester contre la fermeture d'une vingtaine de mines de charbon. La lutte, d'une violence inouïe, durera un an. Elle s'achèvera par une défaite complète des mineurs.

Cette bataille représente un tournant majeur dans l'histoire récente du Royaume-Uni. L'affaiblissement des syndicats, commencé quelques années plus tôt, est officiellement entériné. La logique de la concurrence et de la mondialisation s'impose. Le thatcherisme triomphe. Il ne sera remis en question par aucun des successeurs de la Dame de fer, même pas les travaillistes Tony Blair et Gordon Brown.

A l'époque pourtant, la lutte était loin d'être gagnée pour Margaret Thatcher. « Beaucoup pensaient que le NUM avait le pouvoir de faire tomber le gouvernement », rappelle Chris Collins, de la Fondation Margaret-Thatcher. Au début des années 1980, la Dame de fer avait préféré éviter une grève des mineurs, estimant ne pas être prête à faire face à la toute-puissance du syndicat. Mais, en 1984, elle s'y résout.

Le National Coal Board (NCB), l'entreprise nationalisée qui gère les mines depuis 1947, accumule les pertes de façon structurelle. Les mines du Yorkshire, qui sont les plus profondes et donc les moins rentables du pays, mais aussi parmi les plus militantes d'un point de vue syndical, sont dans son collimateur.

Margaret Thatcher planifie méticuleusement la bataille. Elle fait constituer des stocks de charbon en secret. Et décide d'annoncer les fermetures peu avant l'été, quand le pays a moins besoin de ce carburant indispensable pour chauffer les habitations. Elle supprime aussi certaines allocations sociales aux grévistes.

Le NUM, sous la houlette de son très combatif secrétaire général, Arthur Scargill, se jette à corps perdu dans la lutte. « On ne se battait pas pour de meilleures conditions de travail ou pour une hausse des salaires, mais pour notre survie », se rappelle Chris Kitchen, actuel secrétaire général du NUM, alors simple gréviste.

Rapidement, l'argent se fait rare. Les grévistes survivent comme ils le peuvent, avec seulement 1 livre sterling par jour versée par le NUM, dont les coffres se vident vite. « On dépendait en grande partie de la générosité de nos voisins et de nos amis, témoigne Chris Skidmore, un ancien gréviste. On n'avait même pas de quoi s'acheter les produits de base, du savon ou du papier toilette. » Epuisés, les mineurs finissent par renoncer, en mars 1985, sans avoir obtenu aucune concession.

« Dans ma mine, on a perdu 3 000 emplois immédiatement, puis 2 500 l'année suivante, puis encore 2 000 celle d'après », se souvient Chris Skidmore. Trente ans plus tard, le village de Goldthorpe s'est partiellement vidé de sa population. L'alcoolisme et la drogue ont fait des ravages. Le chômage y reste généralisé.

L'impact social de la victoire de Margaret Thatcher ne fait guère de doute. Mais quelles leçons en tirer d'un point de vue économique ? Ou, pour poser la question d'une manière provocante : écraser les

La grève qui a changé le Royaume-Uni

Il y a trente ans débutait la révolte des mineurs, cassée sans état d'âme par Margaret Thatcher

« ON NE SE BATAIT PAS POUR (...) UNE HAUSSE DES SALAIRES, MAIS POUR NOTRE SURVIE »

Chris Kitchen
Syndicat national des mineurs

mineurs en valait-il la peine, d'un point de vue froidement comptable ?

Les économistes britanniques répondent de façon quasi unanime par l'affirmative. Jonathan Portes, directeur du National Institute of Economic and Social Research (NIESR), penche plutôt à gauche. S'il estime que Margaret Thatcher s'est montrée cruelle, et qu'elle aurait pu mieux accompagner et aider les mineurs, il considère néanmoins que sa décision était la bonne. « A partir des années 1970, le Royaume-Uni n'avait pas d'avantage comparatif dans les mines de charbon : ça pouvait être produit moins cher à l'étranger. Autoriser les importations de charbon a fait baisser la production britannique régulièrement, jusqu'à sa quasi-disparition, mais le pays y a gagné économiquement. Nous sommes plus riches, en moyenne, grâce à cela. »

Un point de vue partagé par Nicholas Crafts, de l'université de Warwick : « Les fermetures ont peut-être été trop rapides, et le suivi des mineurs pour aider à leur reconversion n'a pas été assez efficace. Mais le secteur minier était d'une taille démesurée, qu'il fallait réduire. »

La victoire de la Dame de fer représente cependant bien plus qu'une restructuration du secteur minier : c'est un renversement complet des rapports de force entre patronat et syndicats. « Cela signifie l'affai-

blissement du pouvoir des travailleurs, ce qui était l'objectif de Margaret Thatcher, poursuit Nicholas Crafts. Il fallait que quelqu'un tienne tête au secteur public. »

Il rappelle que les grandes entreprises publiques (chemin de fer, acier, charbon...), toutes nationalisées au lendemain de la seconde guerre mondiale, étaient souvent gérées en dépit du bon sens à la fin des années 1970. « Il fallait mettre deux personnes dans les locomotives là où une seule aurait suffi, par exemple. Dans les syndicats du livre, aucun équipement électronique n'était accepté. »

Pour le dire en termes économiques, aucun gain de productivité n'était réalisé, affaiblissant progressivement l'avantage concurrentiel de ces entreprises.

Les syndicats de la fonction publique s'étaient montrés particulièrement inflexibles, ce qui avait conduit aux grandes grèves de l'hiver 1978-1979. Cet « hiver du mécontentement », quand les poubelles n'étaient plus ramassées et les pompes funèbres n'entraient plus les morts, avait d'ailleurs conduit à la victoire de Margaret Thatcher.

Pour Nicholas Crafts, l'affaiblissement du militantisme des syndicats est un point positif. Il souligne que le déclin relatif de l'économie britannique, débuté au

lendemain de la seconde guerre mondiale, s'est inversé depuis trente ans. En 1979, le produit intérieur brut par habitant (en valeur réelle) britannique était inférieur à celui de la France, de l'Allemagne et des Etats-Unis. En 2007, il est passé juste devant celui de la France et de l'Allemagne, et l'écart avec les Etats-Unis s'est réduit.

« Mais attention : cela s'est accompagné d'une forte augmentation des inégalités », précise Nicholas Crafts. Outre-Manche, le fameux coefficient « Gini », qui mesure les disparités de revenus, a fait un bond dans les années 1980, avant de se stabiliser depuis vingt ans. Cela fait du Royaume-Uni le 6^e pays le plus inégalitaire de l'Union européenne.

Vu de Goldthorpe, un tel argument est bien sûr inadmissible. Ici, où la pauvreté se vit au quotidien, le coefficient de Gini n'est pas un chiffre abscons. Les habitants du village ont décidé de « célébrer » au mois d'avril le premier anniversaire de la mort de Margaret Thatcher, avec une fête dans la rue... Mais pour le reste des Britanniques, ces festivités seront perçues comme un vestige du passé. Pour l'immense majorité d'entre eux, l'écrasement sans état d'âme des mineurs est considéré comme un mal nécessaire. ■

ERIC ALBERT

La fin du charbon britannique « d'ici cinq à six ans »

Goldthorpe
Envoyé spécial

Les dernières mines de charbon du Royaume-Uni pourraient fermer « d'ici cinq à six ans », selon Chris Kitchen, secrétaire général du Syndicat national des mineurs (National Union of Mineworkers). Cela mettrait un terme historique à deux cent cinquante ans d'exploitation intensive, au berceau de la révolution industrielle.

Le déclin de cette industrie ne date pas de la grève des mineurs de 1984, ni de la privatisation de 1994. Son pic remonte à la première guerre mondiale, quand un million de personnes travaillaient dans les mines, produisant presque 300 millions de tonnes par an.

En 1947, quand le secteur a été nationalisé, la production était déjà

tombée à 225 millions de tonnes. Et au moment de la grande grève de 1984, elle avait encore été divisée par deux. Il ne restait alors que 250 000 mineurs.

A l'époque, la bataille était donc une lutte pour la survie de l'industrie. Il ne s'agissait pas de conditions de travail ni de salaire, mais d'éviter les fermetures de masse. Le National Coal Board (NCB), la société publique de charbon, perdait de l'argent, et prévoyait officiellement d'abandonner au moins 20 mines. Mais les syndicats estimaient que les vrais projets étaient bien plus radicaux.

Des documents confidentiels, déclassés au début de l'année, leur ont donné raison : Margaret Thatcher envisageait la fermeture de 70 sites. En 1994, le NCB a finalement été nationalisé. Aujourd'hui, UK Coal, l'entreprise privée qui lui a suc-

cédé, n'exploite plus que 8 mines. Au total, il reste 6 000 mineurs au Royaume-Uni. Le paradoxe est que le pays demeure un gros consommateur de charbon, qui produit environ 40 % de son électricité. Le Royaume-Uni est donc un importateur net de ce minerai, produisant quatre fois moins qu'il ne consomme.

Manque de compétitivité

Dans ces conditions, pourquoi les mines britanniques n'auraient-elles pas d'avenir ? La réponse tient à leur manque de compétitivité. Elles sont dans leur majorité profondes et difficiles à exploiter. Endetté, UK Coal a dû être scindé en deux en 2012, séparant les mines de son portefeuille de propriétés immobilières.

De plus, le prix plancher pour le CO₂, mis en place par le gouvernement (dans le cadre de la limitation

des émissions de gaz à effet de serre) va augmenter dans les années à venir, alourdissant le coût de l'exploitation. Pire : la demande pour le charbon devrait baisser. La majorité des centrales à charbon doit fermer, pour respecter les normes anti-pollution et diminuer les émissions de gaz à effet de serre.

Pour M. Kitchen, la survie des mines britanniques réside dans l'essor des centrales à charbon avec « capture de carbone », qui permet de séquestrer le CO₂ émis par la centrale, avant de l'enfouir sous terre (par exemple dans les anciens puits de gaz et de pétrole de la mer du Nord). Mais cette technologie ne sera pas au point au mieux avant la fin de la décennie. D'ici-là, les dernières mines de charbon n'auront peut-être pas survécu. ■

E.A.